

LES EFFETS D'ENTRAÎNEMENT DU SECTEUR MANUFACTURIER DANS UNE REGION DE POLARISATION DE SECOND NIVEAU : LE CAS DE L'OUTAOUAIS

Jean-Claude Thibodeau
Institut national de la recherche scientifique
2700, rue Einstein, Sainte-Foy, Québec G1V 4C7

Introduction

La dynamique du développement économique général et du développement régional repose essentiellement sur deux éléments. D'une part, certaines activités s'implantent sur un territoire, non pas pour desservir la population ou les activités locales (on parle d'activités basiques, d'activités exportatrices), mais plutôt pour bénéficier des avantages comparés dont jouit ce territoire; d'autre part, ces activités induisent une série d'effets d'entraînement par le biais des salaires versés, par le biais de leurs achats de biens et de services (on parle d'activités motrices, de coefficient multiplicateur).

Ces différents constats ont donné lieu à l'élaboration d'un cadre théorique de base (Leontief, Perroux, Hirschman, Isard, Higgins) et au développement d'instruments de mesure plus ou moins sophistiqués (tableau interindustriel global ou régionalisé, modèle de la base économique, analyse structurelle, etc.). Ces constats, on le sait, ont aussi inspiré, surtout depuis les années soixante, plusieurs politiques (subsidés à l'implantation ou à la rénovation industrielle, subsidés à l'infrastructure, financement de structures de promotion); ces mesures visaient l'élargissement de la base économique régionale et s'adressaient tout particulièrement (pour ne pas dire exclusivement) aux entreprises du secteur manufacturier (transformation, fabrication).

Par ailleurs, il faut admettre que très souvent, on est passé du cadre théorique aux applications politiques sans vraiment se soucier de bien mesurer et de bien connaître la nature et l'importance des interrelations existantes, sans se soucier non plus de bien analyser les retombées (ni ex ante, ni ex post) autres qu'politiques. Et cela, même si ces interventions ont engouffré de sommes importantes puisées dans les fonds publics. Le sentiment que ces politiques n'ont été que d'une efficacité toute relative n'est peut-être pas étranger à la perte d'enthousiasme des décideurs et des populations pour de telles actions, non pl

qu'à la baisse de popularité de l'approche même des sciences régionales.

C'est donc dans la perspective d'une meilleure connaissance des interrelations structurelles régionales, des effets d'entraînement, des effets multiplicateurs que nous avons entrepris une série d'études¹ sur les régions du Québec. Nous visons fondamentalement à mesurer en termes réels, sur des structures réelles, la capacité qu'ont ces structures de créer et de capter des effets d'entraînement sur le plan régional. Si ces travaux se situent dans la tradition des tableaux interindustriels interrégionaux, nous avons voulu, pour l'instant du moins, limiter nos ambitions à une simple connaissance des flux directs, sans vouloir systématiser ces flux dans une matrice intersectorielle, interrégionale. Nous passerons éventuellement à cette phase.

Bien que l'ensemble de l'étude que nous avons menée dans l'Outaouais québécois touche plusieurs secteurs d'activités (commerce de gros, de détail, construction, services aux particuliers, services aux entreprises, entreprises manufacturières) et vise plusieurs objectifs (mesure de l'effet frontière, mesure de la centralité et des aires d'influence, effets d'entraînement), nous nous limiterons ici au secteur manufacturier et aux flux qu'il provoque.

Dans un premier temps, nous allons décrire brièvement la structure économique de la région analysée, dans un second temps, nous allons préciser la méthodologie utilisée et enfin, nous allons présenter l'analyse des résultats et les recommandations que nous en avons dégagées.

L'Outaouais

Les indices globaux semblent décrire une évolution récente plutôt favorable : la croissance de la population est assez exceptionnelle comparativement à d'autres régions du Québec (voir le tableau 1), le taux de chômage (jusqu'en 1970) est nettement plus bas (5 %) que la moyenne québécoise (8 %). Néanmoins, une analyse détaillée de ces indices montre les faiblesses et certaines caractéristiques spécifiques de cette région (figure 1). D'une part, sa structure de l'emploi présente des différences importantes par rapport au Québec (voir le tableau 2) : le secteur primaire y occupe une place importante (6,4 % au lieu de 4,8 %), de même que le secteur tertiaire (69 % au lieu de 66 %). Par conséquent, le secteur secondaire détient une position moins favorable (25 % au lieu de 30 %).

Par ailleurs, une étude plus approfondie du tertiaire démon-

¹Ces études régionales sont réalisées pour le compte de l'Office de planification et de développement du Québec.

Tableau 1

**EVOLUTION DE LA POPULATION EN MILIEU URBAIN DANS LA
COMMONAUTÉ RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS (C.R.O.) 1961-1976**

Agglomérations	Population				Variation %		
	1961	1966	1971	1976	1961-66	1966-71	1971-76
Hull	56 929	60 176	65 580	61 039	5,7	5,7	-4,0
Gatineau	29 006	39 608	54 458	73 479	36,6	37,7	34,7
Aylmer	14 138	17 304	17 715	25 714	22,4	1,8	46,0
Buckingham	12 341	12 517	12 909	14 328	1,4	3,1	11,0
Hull partie ouest	2 822	3 081	2 966	3 502	9,2	-3,7	18,1
TOTAL	115 236	132 686	151 528	178 062	15,1	13,4	17,5

Tableau 2

POPULATION ACTIVE DANS L'OUTAOUAIS, 1961-1977

	Primaire			Secondaire			Tertiaire		
	1961	1971	1977	1961	1971	1977	1961	1971	1977
C.R.O.	1 690	985	—	12 827	13 315	—	26 524	44 820	—
Zone rurale	8 266	4 700	—	4 778	5 130	—	11 183	18 805	—
Région	9 956	5 685	—	17 605	18 445	—	37 712	60 625	—
Région %	15,2	6,7	6,4	29,0	21,8	24,9	57,8	71,5	69,0
Québec %	—	—	4,8			29,0		66,0	

Source : O.P.D.Q., *La problématique de l'Outaouais*, collection "Les schémas régionaux", 1978.

tre que le tertiaire privé (desservant les particuliers et les entreprises) est sous-représenté (la présence d'Ottawa explique cette situation) dans la structure économique de cette région. Par conséquent, la prédominance du tertiaire est le fait du tertiaire public et en particulier, on le sait, de la fonction publique fédérale, celle-ci s'est déplacée sur la rive québécoise de façon importante depuis les années soixante-dix, entraînant avec elle d'ailleurs des déplacements domiciliaires. Cette évolution explique sans doute, et la croissance de la population, et le fait que le taux de chômage soit relativement plus faible que la moyenne québécoise.

Si, d'une certaine façon, ce déversement de la fonction publique fédérale du côté québécois peut être considéré comme une amélioration de la base économique locale, on ne doit pas pour autant y voir des effets économiques nets très grands, dans la mesure où les ministères ou les départements déplacés existaient déjà de l'autre côté de la rivière (il y a donc eu faible création directe d'emploi), dans la mesure aussi où les achats de ces ministères sont centralisés, dans la mesure enfin où, vraisemblablement, le développement domiciliaire aurait eu lieu de toute façon.

C'est d'ailleurs sur ces constats que la S.A.O. (Société d'aménagement de l'Outaouais) a été créée et a tenté par toutes sortes de moyens (parc industriel, aéroport, route, politique d'aide, promotion) d'accroître et de diversifier la base économique de la région, par l'attraction de services privés (commerce) et par l'aide à l'implantation manufacturière.

En ce qui concerne le secteur manufacturier, disons qu'il ne présente pas de caractéristiques très différentes de ce qu'on peut trouver dans les autres régions périphériques du Québec. Ce secteur suit une évolution extrêmement lente, étant passé de 7 110 emplois en 1961 à 8 500 en 1978 (soit une croissance de 20 % en 12 ans). De plus, sa structure est très concentrée. En 1971, 83 % de l'emploi manufacturier se retrouve dans quatre groupes (papier, bois, aliments et boissons et minéraux non métalliques), dont l'un, le groupe papier, fournit à lui seul 61 % de l'emploi. Par rapport à l'ensemble des régions du Québec, la région de Hull a un coefficient de spécialisation (S_i)¹ de 0,6. Cet

$$S_i = \frac{\sum_{i=1}^m \left[\frac{E_{ij}}{E_j} - \frac{E_{is}}{E_s} \right]}{2}$$

- où E_{ij} = emplois du secteur i de la région j .
 E_j = emplois manufacturiers totaux de la région j .
 E_{is} = emplois du secteur i au niveau du Québec.
 E_s = emplois manufacturiers totaux au niveau du Québec.

indice est semblable à celui de Chicoutimi et d'Alma, plus faible que celui de La Tuque et de Roberval (0,8) et plus fort que celui de Trois-Rivières et de Sherbrooke (0,11).

De plus, cette structure a fait montre dans le passé d'une très grande stabilité, puisqu'en 1961, les quatre mêmes secteurs représentaient 81 % de l'emploi manufacturier. Il faut dire, toutefois, qu'avec l'arrivée de l'industrie des appareils électriques et de celle des produits chimiques, la situation s'est quelque peu améliorée : le pourcentage des quatre secteurs de base est tombé à 72 % en 1978.

Nous sommes donc en présence d'un secteur manufacturier relativement peu important, très concentré, s'appuyant fortement sur les richesses naturelles locales (forêt, agriculture) et marquant une certaine stagnation.

C'est donc sur ce tissu industriel assez anémique qu'a porté notre étude des interrelations industrielles (flux de biens et de services).

Etude des flux

Echantillon retenu

Compte tenu de la taille de notre univers (149 entreprises et 8 500 emplois) et des contraintes budgétaires que nous avons, nous nous sommes limités à un échantillon de 30 % des entreprises, devant couvrir environ 75 % de l'emploi. Afin que notre échantillon demeure sensible à certaines hypothèses, nous l'avons stratifié en termes de taille et de secteur d'activités, tout en nous assurant que la structure de l'échantillon reflétait bien la structure de l'univers. Nous avons donc retenu 40 entreprises manufacturières, concentrées principalement dans la Communauté régionale de l'Outaouais (C.R.O.) (avec quelques cas à Maniwaki, Mont-Laurier, Thurso, Saint-André-Avellin).

Instrument d'enquête

Nous avons préparé un questionnaire divisé en cinq parties : une partie pour l'identification de l'entreprise, une partie portant sur les intrants à la fabrication, une partie portant sur les intrants de support (entretien, pièces, matériel de bureau), une partie sur les services achetés et enfin une partie sur les extrants.

Les questionnaires ont été administrés sur place par des enquêteurs qui avaient été précédés par une lettre annonçant l'enquête. La plupart du temps, ce sont les propriétaires des entreprises ou encore les responsables des achats qui y ont répondu. Les achats et les ventes ont été spécifiés en valeur, les lieux d'expédition et de provenance en pourcentage de cette valeur.

Tableau 3

STRUCTURE COMPARÉE DE L'ÉCHANTILLON ET DE L'UNIVERS DES ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES DE L'OUTAOUAIS (1978)

Groupe	Structure de l'univers (% emplois)	Structure de l'échantillon (% emplois)
Aliments et boissons	3,0	2,4
Textile	1,5	1,8
Vêtement	1,6	1,5
Bois	21,7	26,9
Meuble	3,4	3,6
Pâtes et papier	43,8	36,6
Imprimerie	3,2	2,3
Produits chimiques	6,4	8,2
Produits minéraux non métalliques	4,0	3,4
Produits métalliques	0,3	—
Machinerie	0,4	0,3
Appareils électriques	8,5	11,5
Divers	2,2	1,5
TOTAL	100,0	100,0

Analyse

Les achats de biens et services

Importance des achats

En 1978, les entreprises manufacturières de l'Outaouais faisant partie de notre échantillon ont acheté des biens et services de toute sorte pour un total de \$169,9 millions. Ces achats étaient constitués de trois groupes de produits :

- les produits qui entrent directement dans le produit fabriqué (matières premières, produits semi-finis, composantes, produits chimiques, etc.). Le montant total de ces achats était de \$127,8 millions, soit 75 % du total.
- les produits utilisés par l'entreprise mais qui n'entraient pas dans le produit fabriqué (produits et pièces d'entretien, pro-

duits de nettoyage, fournitures de bureau, contenants, etc.). Le montant de ces achats s'élevait à \$20,4 millions, soit 12 % du total.

- enfin, les services (liste de 27 services); ces achats se sont élevés à \$21,1 millions, soit 13 % du total.

Lors de la préparation du projet de recherche, nous avons estimé que les achats totaux du secteur manufacturier de l'Outaouais devaient se situer autour de \$180 millions; suite à notre enquête, ce chiffre semble quelque peu sous-estimé. Sur la base du ratio "emploi dans échantillon/emploi dans univers par groupe majeur"³, nous avons estimé les achats totaux des 149 entreprises de la zone étudiée (tableau 5). Les achats totaux s'élèveraient à \$256,2 millions, soit \$82,5 millions de matières premières, \$113,9 millions d'intrants à la fabrication, \$30,6 millions d'intrants hors-fabrication et \$29,1 millions de services. Sur les mêmes bases, nous avons estimé que la valeur de la production de l'ensemble du secteur manufacturier serait de \$450,7 millions. Afin de vérifier la valeur de ces estimations, nous avons calculé le ratio "valeur ajoutée/valeur de la production"⁴ et nous l'avons comparé au ratio provincial. Dans la structure industrielle du Québec, le rapport "valeur ajoutée/valeur de la production" se situe habituellement entre 40 % et 50 %. La moyenne⁵ pour l'ensemble du Québec est de 44 % ; or, dans l'Outaouais, nous obtenons aussi 44 %, soit \$194,5 millions/\$450,7 millions. Cette cohérence dans l'importance relative de la valeur ajoutée constitue une certaine validation des informations que nous avons recueillies lors de l'enquête et des méthodes d'estimation que nous avons utilisées.

On voit donc que les achats du secteur manufacturier (\$256,2 millions) ne sont pas quantité négligeable et sont susceptibles d'avoir des effets économiques régionaux importants.

Les flux d'intrants (biens et services)

On considère habituellement le secteur manufacturier comme une des bases de l'économie, c'est-à-dire que dans l'ensemble, il constitue un élément moteur du développement plutôt qu'un élément induit. Or, pour qu'il joue vraiment ce rôle moteur, on

³Ce ratio suppose que les fonctions de production sont linéaires et homogènes par groupe majeur.

⁴Dans la mesure où les informateurs ont fourni la valeur de ces différents éléments de façon séparée et sans connaître la définition de ces concepts, nous croyons que ce ratio constitue un test de cohérence intéressant.

⁵Moyenne calculée sur la base des données du tableau interindustriel du Québec, 1973.

Flux de biens et de services des industries manufacturieres
de l'Outaouais quebecois en 1978

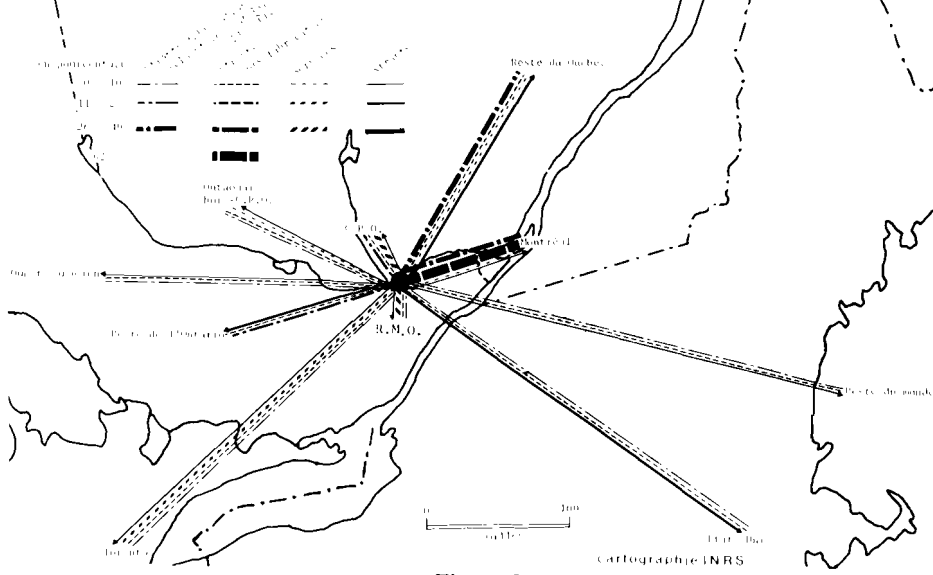


Figure 2

**FLUX DE BIENS ET DE SERVICES DES INDUSTRIES
MANUFACTURIÈRES DE L'OUTAOAIS QUÉBÉCOIS EN 1978**

suppose évidemment qu'il s'intègre bien à l'économie, c'est-à-dire qu'il développe une foule d'interrelations en amont et en aval avec les autres activités économiques. Ce postulat, on le sait, est à la base de la plupart des stratégies de développement et c'est dans cette optique d'ailleurs que nous avons abordé la présente étude.

Nous avons donc voulu préciser le degré d'intégration économique du secteur manufacturier de l'Outaouais. Évidemment, dans la mesure où nous avons d'abord une préoccupation régionale, nous nous intéressons au premier chef aux interrelations à ce niveau. Toutefois, compte tenu de la localisation de cette région, la proximité de la frontière* est susceptible d'influencer même le degré d'intégration de ce secteur à l'économie québécoise. L'analyse des flux d'achats devait nous permettre de bien saisir ces deux niveaux d'intégration.

L'analyse du tableau 4 nous indique que 68 % des achats du secteur manufacturier sont réalisés au Québec (le tiers localement, un autre tiers à Montréal, et le dernier tiers dans le reste du Québec). Les autres lieux importants d'achat sont Toronto (7 %), le reste de l'Outaouais (12 %) et les U.S.A. (6 %). De façon globale, on peut donc considérer que le secteur manufacturier de l'Outaouais est relativement bien intégré à l'économie québécoise. Le pourcentage des importations hors Québec de ce secteur est de 33 % alors que dans l'ensemble du Québec le secteur manufacturier importe près de 39 % de ses achats. En fait (tableau 6), seuls les groupes majeurs tels que le textile, les appareils électriques, les minéraux non métalliques et la machinerie importent plus que la moyenne globale du Québec. Par ailleurs, on remarque que même au niveau du Québec, ces groupes importent plus que la moyenne. En fait, pour avoir une meilleure idée du degré d'intégration du secteur manufacturier de l'Outaouais à l'économie du Québec, il faut comparer *sectoriellement* les taux d'importation.

L'indice de non-intégration à l'économie québécoise (ligne 6 du tableau 6) permet cette comparaison :

$$\text{soit : } Nnr = \frac{\frac{Inr}{Anr}}{\frac{Inq}{Anq}}$$

*Le terme frontière est utilisé ici par référence à la définition d' "importation" dans le tableau interindustriel du Québec.

Tableau 4
FLUX DE BIENS ET DE SERVICES DU SECTEUR MANUFACTURIER DE L'OUTAOUAIS, 1978

Classes de produits	Valeur totale	Pourcentage selon les lieux											
		C.R.O.▲		Outaouais québécois		Montréal		Reste du Québec		R.M.O.▲▲		Toronto	
		\$ 000	%	\$ 000	%	\$ 000	%	\$ 000	%	\$ 000	%	\$ 000	%
Matières premières	53 136	5 685	10,7	23 592	44,4	1 062	2,0	10 042	18,9	106	10,2		
Intrants à la fabrication	74 724	8 518	11,4	747	1,0	19 876	26,6	22 865	30,5	1 195	1,6	4 259	5,7
Intrants hors- fabrication*	20 418	469	2,3	102	0,5	12 879	62,1	1 980	9,7	1 082	5,3	796	3,9
Services	21 661	4 310	19,9	866	3,5	1 516	7,0	259	1,2	8 577	39,6	6 173**	28,5
Total des intrants	169 939	18 982	11,0	25 307	15,0	35 333	21,0	35 146	21,0	10 960	6,0	11 228	7,0
Extrants	314 457	9 434	3,0	11 634	3,7	22 326	7,1	65 407	20,8	17 924	5,7	28 930	9,2

Classes de produits	Pourcentage selon les lieux											
	Reste de l'Ontario		Ouest du Canada		Est du Canada		Canada		Reste du monde		Etats-Unis	
	\$ 000	%	\$ 000	%	\$ 000	%	\$ 000	%	\$ 000	%	\$ 000	%
Matières premières	9 777	18,4	977	1,8							1 594	3,0
Intrants à la fabrication	8 847	11,8	244	0,3					896	1,2	7 472	9,9
Intrants hors- fabrication*	2 041	10,1	204	1,0					204	1,0	857	4,2
Services												
Total des intrants	20 635	12,0	1 405	1,0					1 100	1,0	9 923	6,0
Extrants	67 608	21,5	13 521	4,3			1 572	0,5	20 434	6,5	55 629	17,5

Source : Enquête sur le secteur manufacturier dans l'Outaouais, I.N.R.S.-Urbanisation, février-mars, 1979.

* Cette catégorie d'intrants comprend : pièces d'équipement, produits d'emballage, produits d'entretien et de fonctionnement, fournitures et équipement de bureau et de gestion.

** Ce chiffre comprend un montant d'emprunt de l'ordre de \$4 millions; il s'agit d'un élément important, mais vraisemblablement assez aléatoire.

▲ C.R.O. : Communauté Régionale de l'Outaouais.

▲▲ R.M.O. : Région Métropolitaine d'Ottawa [exclut l'Outaouais].

Tableau 5
FLUX ESTIMÉS* DE BIENS ET DE SERVICES DU SECTEUR MANUFACTURIER, EN MILLIERS DE DOLLARS

Classes de produits	Valeur en \$ 000	Répartition des valeurs selon les lieux				
		C.R.O.	Outaouais québécois	Montréal	Reste du Québec	R.M.O.
Matières premières	82 518	8 829	36 638	1 650	15 596	165
Intrants à la fabrication	113 954	12 991	119	30 312	34 756	1 823
Intrants hors-fabrication*	30 667	705	153	19 044	2 975	1 625
Services	29 153	5 801	1 020	2 041	350	11 544
Total des intrants	256 292	28 326	37 926	53 047	53 676	15 158
Extrants	450 700	13 521	16 676	32 000	93 746	25 690

	Répartition des valeurs selon les lieux						
	Toronto	Reste de d'Ontario	Ouest du Canada	Est du Canada	Canada	Reste du monde	Etats- Unis
Matières premières	15 183	1 485					2 475
Intrants à la fabrication	6 495	13 446	341			1 367	11 281
Intrants hors-fabrication*	1 196	3 097	307			307	1 288
Services	8 309						
Total des intrants	16 000	31 727	2 134			1 674	15 045
Extrants	41 464	96 900	19 380		2 253	29 295	78 872

Tableau 6
DEGRÉ D'INTÉGRATION DU SECTEUR MANUFACTURIER

	Alimentation	Vêtement Textile	Bois	Meubles	Pâtes et papier	Imprimerie	Appareils électriques	Minéraux non métalliques	Chimie	Machinerie	Total	
1 - Achats totaux (\$ millions)	8,5	1,9	0,7	13,8	2,2	73,9	7,7	16,6	6,8	34,7	0,4	169,0
2 - Achats locaux (sans R.M.O.) (%)	63,0	1,0	10,0	78,0	41,0	62,0	79,0	8,0	16,0	2,0	8,0	26,0
3 - Achats locaux (avec R.M.O.) (%)	63,0	5,0	15,0	80,0	52,0	35,0	93,0	12,0	20,0	7,0	22,0	32,0
4 - Importation hors-Québec (enquête) (%)	21,0	64,0	37,0	4,0	36,0	37,0	16,0	52,0	42,0	25,0	58,0	33,0
5 - Importation hors-Québec (ens. du Qué.) (%)	30,0	39,0	33,0	12,0	25,0	23,0	43,0	51,0	21,0	31,0	52,0	39,0
6 - Indice de non-intégration (Québec)	0,7	1,64	1,12	0,33	1,44	1,61	0,37	1,02	2,00	0,81	1,12	0,85
7 - Effet métropolitain	0,0	0,06	0,15	0,08	0,44	0,39	0,33	0,08	0,19	0,16	0,27	0,15
8 - Indice corrigé	0,7	1,58	0,97	0,25	1,00	1,22	0,04	0,94	1,81	0,65	0,85	0,70

Source : — Enquête sur le secteur manufacturier dans l'Outaouais. 1979.
— B.S.O. *Compilation spéciale : vecteur importation du tableau interindustriel - 1973, 1979.*

Source : Enquête sur le secteur manufacturier dans l'Outaouais, I.N.R.S. - Urbanisation, février-mars 1979.

- Les estimations ont été réalisées comme suit : à partir des valeurs observées des achats de chaque type de produits et services par groupe majeur, nous avons estimé l'achat total du produit en multipliant la valeur observée par l'inverse du taux de représentation de l'échantillon par rapport à la population industrielle totale en terme d'emplois :

$$\text{où } \begin{matrix} V \\ \text{si} \end{matrix} = \begin{matrix} v \\ \text{si} \end{matrix} \frac{1}{r_i}$$

V_{si} = valeur estimée des achats du produit s par le secteur i

v_{si} = valeur observée des achats du produit s par le secteur i

r_i = taux de représentativité de l'échantillon pour le secteur i

A ces valeurs estimées, nous avons appliqué les taux de la répartition spatiale observée.

- Cette catégorie d'intrants comprend : Pièces d'équipement, produits d'emballage, produits d'entretien et de fonctionnement, fournitures et équipement de bureau et de gestion.

- où I_{nr} = importation hors-Québec du secteur n de la région
 A_{nr} = achats totaux du secteur n de la région
 I_{nq} = importation du secteur n québécois
 A_{nq} = achats totaux du secteur n québécois
 et où $N_{nr} = 1$: aussi intégré que le secteur n au niveau du Québec
 $N_{nr} < 1$: plus intégré que le secteur n au niveau du Québec
 $N_{nr} > 1$: moins intégré que le secteur n au niveau du Québec.

On remarque d'abord que plusieurs groupes industriels de l'Outaouais québécois sont mieux intégrés à l'économie québécoise que la moyenne du secteur au niveau national. C'est le cas des groupes des aliments-boissons, du bois, de l'imprimerie, de la chimie. Par ailleurs, on voit que les groupes minéraux non métalliques, textile, papier, meuble sont moins intégrés à l'économie québécoise que les mêmes secteurs au niveau du Québec. Nous avons tenté de voir si cette dernière situation était attribuable à la proximité de la R.M.O. En d'autres termes, est-ce que cette proximité pourrait influencer à la hausse l'importance relative des importations ? Est-ce qu'il y a un effet métropolitain ?

Cet effet métropolitain est calculé comme suit :

$$\text{soit : } M_{nr} = \frac{A_{Lnr} - A_{Inr}}{I_{hqr}}$$

- où A_{Lnr} = achats locaux (R.M.O. comprise) du secteur n de la région
 A_{Inr} = achats locaux (sans R.M.O.) du secteur n de la région
 I_{hqr} = importations totales hors-Québec du secteur n de la région.

Si on corrige l'indice de non-intégration par l'effet métropolitain, les groupes majeurs (minéraux non métalliques, textile et papier) demeurent encore mal intégrés au Québec. Par ailleurs, le secteur meuble se normalise. En d'autres termes, dans le cas du papier, du textile et des minéraux non métalliques, les importations anormalement élevées ne s'expliquent pas uniquement par la proximité de la R.M.O., alors que tel semble être le cas pour le meuble. A un moindre degré c'est le cas aussi pour le vêtement, les appareils électriques, la machinerie. Dans ces cas,

l'indice de non-intégration, une fois corrigé, devient inférieur à l'unité.

Si dans l'ensemble on peut considérer que le secteur manufacturier de l'Outaouais est assez bien intégré à l'économie québécoise, il n'en est pas de même de son intégration à l'économie régionale. En 1978, les industries manufacturières de notre échantillon faisaient globalement environ 33 % de leurs achats localement (voir le tableau 4 : C.R.O., 11 %; Outaouais, 15 %; R.M.O., 6 %). Si l'on exclut la R.M.O. ainsi que les achats de matières premières⁷, les achats locaux passent de 33 % à 13 % des achats totaux. En d'autres termes, sur \$116,8 millions (sans les matières premières), seulement \$15,1 millions sont achetés localement du côté québécois. Si on inclut la R.M.O. le chiffre passe à \$25,9 millions, pour un pourcentage de 22 %.

On peut donc considérer que, dans l'ensemble, la structure industrielle de l'Outaouais est passablement désarticulée par rapport à l'économie régionale. Cette désarticulation se manifeste dans le cas des intrants à la fabrication (matières premières exclues), au profit du reste du Québec, de Montréal et de l'Ontario (R.M.O. et Toronto exclus), dans le cas des intrants hors-fabrication, au profit de Montréal, du reste de l'Ontario, et du reste du Québec, et dans le cas des services, au profit de la R.M.O., de Toronto et de Montréal. Cette faiblesse des achats locaux de biens et services de toute sorte indique bien que le secteur manufacturier est non seulement désarticulé par rapport à lui-même (échanges interindustriels) mais aussi par rapport aux autres secteurs de l'activité économique de l'Outaouais. La figure 2 illustre bien l'importance des flux en provenance de l'extérieur de la région et, par conséquent, l'absence d'intégration à l'économie régionale.

Les ventes de produits manufacturés

Dans l'ensemble les entreprises de notre échantillon ont vendu, en 1978, \$314,4 millions de produits de toutes sortes. Les groupes majeurs (papier, 44 %; produits chimiques, 16 %; bois, 9 %; appareils électriques, 9 %; imprimerie, 8 %) totalisent 86 % de ces ventes; cela confirme d'ailleurs la caractéristique de concentration dont nous parlions en introduction.

Si l'analyse du flux d'achats démontre clairement l'absence d'intégration du secteur manufacturier à l'économie régionale, l'analyse du flux de ventes confirme aussi que le marché local ne constitue pas un élément important dans la stratégie de vente de ces entreprises (tableau 7). Le marché local (R.M.O. comprise)

⁷L'exclusion des matières premières repose sur le fait que très souvent, leur localisation est déterminante dans celle de l'entreprise. Par conséquent, les achats locaux de ces produits ne constituent pas à proprement parler un indice d'intégration à l'économie locale.

n'absorbe que 13 % (7 % sans la R.M.O.) des ventes du secteur manufacturier et il s'agit principalement des produits des groupes des aliments-boissons, de la machinerie, du bois, du vêtement, des minéraux non métalliques. Dans l'ensemble, les principaux lieux d'expédition sont Montréal et Toronto (chacun près de 10 %), le reste du Québec (21 %), le reste de l'Ontario (22 %) et les U.S.A. (17 %).

Cependant, le fait que le marché local ne soit pas important pour le secteur manufacturier est considéré habituellement comme normal et positif. On parle dans ce cas de secteur d'exportation ou de secteur basique. Evidemment, lorsqu'on utilise ces concepts, on laisse entendre que le secteur bénéficie d'un avantage comparé local et que sa présence ne se justifie pas par le marché local mais par différents autres facteurs. Ces concepts laissent entendre aussi que les effets multiplicateurs engendrés par les achats locaux de biens et de services de toute sorte et par les salaires payés dynamisent et supportent l'économie de la région. Or, nous l'avons souligné précédemment, le secteur est totalement désarticulé sur le plan des achats locaux.

Tentative d'explication de cette situation

Est-ce que ce constat général de non-intégration est le fait de toutes les entreprises, ou est-ce qu'il se module en fonction de certaines caractéristiques ? A partir de certaines études, nous avons formulé l'hypothèse que la taille, le statut de l'entreprise et le type d'entrepreneurship étaient susceptibles d'influencer l'importance de l'intégration à l'économie régionale. En effet, on peut penser que lorsqu'elle atteint une certaine taille, l'entreprise doit, pour des raisons d'incompatibilité de capacité, commencer à s'approvisionner là où il y a de grandes concentrations industrielles; on peut supposer aussi qu'une entreprise indépendante est plus libre de favoriser les achats locaux que la filiale d'une multinationale, dont les achats sont vraisemblablement orientés par le bureau chef; enfin il semble plausible de croire qu'une entreprise issue de l'entrepreneurship local achète davantage localement qu'une entreprise étrangère à la région.

Plusieurs informations contenues dans la première partie du questionnaire devaient nous permettre, normalement, de tester certaines hypothèses. Toutefois, compte tenu du nombre de cas contenu dans notre échantillon (36), nous avons dû limiter notre analyse à des calculs relativement simples. A titre purement indicatif, nous avons calculé le pourcentage d'achats locaux par rapport au volume total des achats des entreprises par catégorie de taille et par type de produits, en distinguant les entreprises issues de l'entrepreneurship local des entreprises étrangères. Le

Tableau 7

LIEUX DE VENTE DES PRODUITS DE PROPRE FABRICATION, EN VALEUR ET EN POURCENTAGE

Groupes majeurs	Valeur des ventes		Lieux d'écoulement									
			C.R.O.		Outaouais		Montréal		Reste du Québec		R.M.O.	
	\$ 000	%	\$ 000	%	\$ 000	%	\$ 000	%	\$ 000	%	\$ 000	%
Alim. et bois	5 751	2	3 585	62	1 961	34			187	3	16	—
Caoutchouc	1 350	—							217	16		
Textile	4 150	1,8					622	15	1 452	35	207	5
Vêtement	2 560	—	680	26			36	1	567	22	293	11
Bois	26 880	9	1 120	4	3 304	12	4 583	17	3 399	12	277	1
Meuble	11 923	4	2 053	16	9	—	176	1	6 481	54	2 848	23
Papier	139 900	44	1 200	—			11 190	8	17 880	12	10 825	7
Imprimerie	24 900	8	576	2					8 140	32	2 373	9
Machinerie	750	—	300	40							450	60
Appareils électr.	28 000	9							14 000	50		
Produits minéraux non métalliques	14 900	5			6 500	43	270	2	3 277	22		
Produits chimiques	50 025	16					4 995	10	9 585	19	100	—
Divers	3 430	1	50	—			560	16	311	9	450	13
Total	314 400	100	9 564	3	11 774	4	22 432	8	65 496	21	17 839	6

Groupes majeurs	Lieux d'écoulement											
	Toronto		Reste de l'Ontario		Ouest du Canada		Est du Canada		Reste du monde		Etats-Unis	
	\$ 000	%	\$ 000	%	\$ 000	%	\$ 000	%	\$ 000	%	\$ 000	%
Alim. et bois			370	27	500	37					262	19
Caoutchouc												
Textile	664	16	166	4	1 037	25						
Vêtement			650	25	101	4			234	9		
Bois	1 219	4	2 332	8	610	2			738	2	9 205	34
Meuble	135	1	76	—	135	1						
Papier	24 125	17	15 200	10	3 000	2			14 040	10	42 440	30
Imprimerie			8 800	35	5 060	20						
Machinerie												
Appareils électr.			14 000	50								
Produits minéraux non métalliques	477	3	4 222	28								
Produits chimiques	2 306	4	20 980	42	2 499	16			5 000	10	3 060	6
Divers	140	4	892	26	493	14			534	15		
Total	29 066	9	67 688	22	13 435	4			20 546	7	54 967	17

Source : Enquête sur le secteur manufacturier dans l'Outaouais, I.N.R.S.-Urbanisation, février-mars 1979.

tableau 8 présente ces informations.

Tableau 8
POURCENTAGE DE VENTES ET D'ACHATS LOCAUX
(R.M.O. COMPRISE)

	Catégorie de taille (emplois)				
	0-49	50-99	100-199	299-499	500 +
Entrepreneurship local					
Intrants à la fabrication (sans les matières premières)	18	42	52	-	-
Intrants hors-fabrication	85	54	30	-	-
Services	89	84	85	-	-
Extrants	83	21	38	-	-
Entreprises "étrangères"					
Intrants à la fabrication (sans les matières premières)	5	0	19	0	1
Intrants hors-fabrication	40	27	11	2	12
Services	27	25	36	52	84
Extrants	0	3	11	8	0

Il ressort de façon très nette de ce tableau que, quel que soit le type d'intrants et à taille égale^a, l'entreprise issue de l'entrepreneurship local achète davantage localement qu'une entreprise d'origine étrangère. Il ne s'agit pas d'écarts marginaux, peu significatifs, mais de différences appréciables.

Pour les intrants à la fabrication, les achats locaux des entrepreneurs étrangers sont nettement inférieurs à 20 %, quelle que soit la taille, alors que les firmes issues de l'entrepreneurship local achètent pour plus de 20 %. En outre, dans ce dernier cas, les entreprises de taille moyenne semblent plus sensibles aux achats locaux que les petites.

Dans le cas des achats d'intrants hors-fabrication, on dénote aussi un écart important dans le comportement des entrepreneurs locaux comparativement à celui des entrepreneurs étrangers. Dans le premier cas, le pourcentage d'achats locaux varie de 30 % à 80 %, alors que dans le second il varie de 1 % à

^aChaque fois que nous nous référons à la taille des établissements, il s'agit bien évidemment des établissements de l'échantillon, or dans notre échantillon aucun établissement issu de l'entrepreneurship local dépassait 199 emplois. C'est donc dans ce contexte que nous utilisons l'expression "quel que soit la taille".

40 %. Par ailleurs, dans les deux cas, l'importance relative des achats locaux varie en sens inverse de la taille : plus la firme est petite, plus elle achète localement.

Enfin, dans le cas des achats de services, les entrepreneurs locaux achètent sur place la presque totalité de leurs services (entre 80 % et 90 %) quelle que soit la taille de l'entreprise, alors que les autres entrepreneurs achètent localement moins de 80 % des leurs. Dans ce dernier cas, il est intéressant de noter que plus l'entreprise est grande, plus elle achète localement. Nous avons l'impression ici que la grande filiale a plus de latitude pour l'achat de ses services que la petite. Il est probable que cela est dû au poids relativement faible de ces achats (15 %) par rapport au total des dépenses de l'entreprise; il y a tout intérêt à décentraliser la prise de décision pour ce type d'achats.

A cette analyse, nous avons ajouté celle du comportement des entrepreneurs face au marché local pour l'écoulement de leur produit. Ici encore, on dénote un comportement tout à fait différent des entrepreneurs locaux comparativement à celui des autres types d'entrepreneurs. Les entreprises issues de l'entrepreneurship local produisent de façon assez importante pour le marché local (de 20 % à 80 % de leurs ventes), alors que les autres entrepreneurs écoulent localement moins de 10 % de leur production et ceci quelle que soit la taille de l'entreprise.

On peut résumer en disant que quelle que soit la taille de l'entreprise, celles qui sont issues de l'entrepreneurship local sont nettement plus intégrées à l'économie régionale (tant pour l'achat de différents produits et services que pour l'écoulement des produits qu'elles fabriquent) que les entreprises provenant de l'extérieur. On peut vraisemblablement supposer que la plus grande sensibilité de l'entrepreneur local à l'économie régionale repose sur un double réseau de relations : un réseau d'affaires résultant de son besoin d'écouler localement son produit (du moins au début de ses activités), et un réseau social (amis, parents) qui le met nécessairement en contact étroit avec une foule d'activités économiques. Or dans le cas des entreprises étrangères, les deux réseaux sont presque inexistantes par définition. D'une part, dans la plupart des cas, l'implantation ne s'est pas faite en fonction du marché local et, d'autre part, la prise de décision ne s'insère pas dans un réseau social local très développé.

Impact local en termes d'emploi

Dans le but de mieux saisir l'impact local de la non-intégration, nous avons tenté de mesurer l'effet multiplicateur en termes d'emploi.

Il s'agit d'une matrice régionale très simplifiée. D'une part, nous avons opéré une fermeture sur les salaires, d'autre part,

nous avons postulé des coefficients techniques et une productivité sectorielle identiques sur tout le territoire du Québec; enfin, nous nous sommes limités au premier impact indirect.

Le tableau 9 nous indique les achats du secteur manufacturier aux différents secteurs régionalisés lors de la création d'un nouvel emploi. Il s'agit d'informations identiques à celles du tableau 5, sauf qu'elles sont calculées sur la base d'un emploi et présentées dans des regroupements différents de lieux et de secteurs. Il ressort qu'en moyenne, la création d'un emploi dans le secteur manufacturier de l'Outaouais génère des achats de l'ordre de \$29 831, dont \$9 606 de matières premières (forêt, agriculture), \$16 832 de produits manufacturés (intrants à la fabrication et hors-fabrication) et \$3 393 de services (liste des 27 services). De ce total, la région de l'Outaouais ne retient que des achats de \$7 770, dont \$5 280 de matières premières.

Afin de traduire ces données en termes d'emplois (tableau 10), nous avons calculé la valeur moyenne (pour le Québec) des expéditions par travailleur dans les différents secteurs. Il ressort de cette analyse qu'au total les achats du secteur manufacturier de l'Outaouais générés par un nouveau travailleur entraînent la création indirecte de 0,85 emploi annuel dans l'ensemble des secteurs et des régions. Dans le secteur des matières premières, la création serait de 0,42, dans le manufacturier de 0,30 et dans les services, de 0,13. Par ailleurs, la région de l'Outaouais ne retient que 0,29 emploi nouveau, dont 0,23 dans le secteur des matières premières.

En d'autres termes, chaque fois qu'une politique d'aide au développement génère la création d'un emploi dans le secteur manufacturier de l'Outaouais, le secteur primaire reçoit une impulsion de demande à peine suffisante pour créer 1/4 d'emploi annuel, alors que l'impulsion dans le secteur manufacturier et les services est inférieure à 5 % d'un emploi. Les effets d'entraînement sont donc très faibles.

Conclusion

Compte tenu de la faiblesse de la structure industrielle de la région et, par voie de conséquence, du peu de cas que nous avons dans l'échantillon, il est prématuré de tirer des conclusions majeures sur les stratégies de développement régional. Mais si les études que nous menons présentement dans d'autres régions du Québec confirment ces premiers résultats, il deviendrait essentiel de revoir ces stratégies.

Les analyses que nous avons effectuées sur les "raisons du lieu d'achat" indiquent d'une part, que très souvent les entrepreneurs locaux connaissent mal les activités disponibles

dans la région et, d'autre part, qu'une fois les habitudes d'achat créées, les entrepreneurs ne les remettent que très rarement en cause. Ainsi, une politique de promotion industrielle et commerciale régionale serait susceptible d'avoir des effets bénéfiques vraisemblablement aussi importants que les subventions à la création d'emplois. Par ailleurs, nous pensons aussi qu'une partie des subventions à la création d'emplois devrait être utilisée pour favoriser la création d'emplois indirects.

Enfin, une politique d'achat local s'appuyant initialement sur le secteur public (ministères, agences gouvernementales, municipalités) est susceptible d'avoir des effets bénéfiques en développant certains services et en les rendant plus compétitifs et plus attrayants pour le secteur privé.

Références

1. Chicha, J. et P.A. Julien. "Les stratégies des P.M.E. et leur adaptation au changement", rapport préliminaire, U.Q.T.R., 1978.
2. Dicken, P. "The multiplant business enterprise and geographical space : some issues in the study of external control and regional development", *Regional Studies*, vol. IV, no 4 (1976).
3. Klaassen, L.H. et J.H.P. Paelinck. *Uncovering Regional Growth Potential from an Input-Output Table*. Foundation of Empirical Economic Research, Netherland Economic Institute, 1975.
4. Lewis, Donald E. "Regional Trade Flows of Manufactured Products", *The Annals of Regional Science*, vol. XII (novembre 1978).
5. Markusen, A.R. *Regionalism and Capitalist State : The Case of the U.S.* Working Paper no 305. Berkeley: Institute of Urban and Regional Development, 1979.
6. Miernyk, W.H. *The Elements of Input-Output Analysis*. New York : Random House, 1966.
7. Riefler R. and C. Tiebout. "Interregional input-output : an empirical California-Washington model", *Journal of Regional Science*, vol. X no 2 (1970).

Tableau 9
LES ACHATS SECTORIALISÉS ET RÉGIONALISÉS DUS À LA CRÉATION D'UN
EMPLOI DANS LE SECTEUR MANUFACTURIER DE L'OUTAOUAIS

Secteurs	Achats	Totaux	Région de	Région de	Reste du	R.M.O.	Reste de	Reste du
		(\$)	l'Outaouais	Montréal	Québec	(\$)	l'Ontario	monde
			(\$)	(\$)	(\$)		(\$)	(\$)
Matières premières		9 606	5 280	192	1 815	—	1 767	552
Intrants fabriqués		16 832	1 695	5 794	4 334	401	2 820	1 788
Services		3 393	795	239	34	1 357	961	—
Total		29 831	7 770	6 225	6 183	1 758	5 548	2 347

Tableau 10
CRÉATION D'EMPLOIS DIRECTS GÉNÉRÉE PAR LA CRÉATION D'UN EMPLOI
DANS LE SECTEUR MANUFACTURIER DE L'OUTAOUAIS

	Totaux	Région de	Région de	Reste du	R.M.O.	Reste de	Reste du
	l'Outaouais	Montréal	Québec		l'Ontario	monde	
Matières premières (22 653)**	0,42*	0,23	—	0,09	—	0,07	0,02
Intrants fabriqués (55 902)**	0,30	0,03	0,10	0,08	—	0,05	0,03
Services (26 684)**	0,13	0,03	—	—	0,05	0,04	—
Total	0,85	0,29	0,10	0,17	0,05	0,16	0,05

$$* \quad E_{ju} = \frac{\frac{\sum_{r=1}^m A_{m\circ j}}{N_{m\circ}}}{\frac{P_{jq}}{N_{jq}}}$$

où E_{ju} = emplois indirects créés dans le secteur j de toutes les régions (u)

$A_{m\circ j}$ = achats du secteur (m) de l'Outaouais (\circ) dans le secteur (j) de toutes les régions annuellement

$N_{m\circ}$ = nombre d'emplois dans le secteur (m) de l'Outaouais (\circ) annuellement

P_{jq} = valeur de la production annuelle du secteur (j) pour le Québec (q)

N_{jq} = nombre d'emplois dans le secteur (j) pour le Québec (q).

****** La valeur des expéditions par secteur, par travailleur en 1976

— Annuaire statistique du Québec, 1977-78

— Industries manufacturières du Canada, 1977, catalogue 31-203, Statistique Canada

— Mesures globales de productivité 1946-1977, catalogue 14-201, Statistique Canada